

Le coût de l'aide médicale d'Etat explose de 25 % en 2013

La France serait-elle devenue un hôpital international ? Les sommes dépensées pour l'AME, l'aide médicale d'Etat, destinée avant tout aux sans-papiers, ont augmenté de 25 % entre 2012 et 2013. Un chiffre qui risque de faire polémique, surtout après la victoire du Front national lors des dernières élections européennes.

De l'eau pour alimenter le discours du Front national !
Les dépenses de l'AME en hausse de 25 % entre 2012 et 2013

D'après le rapport d'exécution de la mission Santé, les dépenses destinées à l'aide médicale d'Etat (AME), ont explosé de 25 % entre 2012 et 2013 pour atteindre le faramineux montant de 744 millions d'euros. Cette aide médicale, destinée en priorité aux sans-papiers n'étant pas affilié à la Sécurité sociale, coûte de plus en plus cher à l'Etat.

Une prise en charge des soins à 100 %

Pour en bénéficier, il faut être sur le sol français de manière irrégulière, et disposer de revenus inférieurs à 716 euros par mois. Si tel est le cas, pas besoin d'avancer les frais de santé, l'AME prend en charge les soins à hauteur de 100 %. A noter que le coût de l'AME pour l'Etat atteint même les 846 millions d'euros l'an dernier, si l'on inclut les frais avancés par l'Assurance maladie pour les soins d'urgence.

Un sujet que l'opposition devrait se saisir, du moins si l'UMP sort la tête de ses embrouilles judiciaires et financières. En effet, l'ancienne majorité avait bien essayé de réduire le coût de l'AME pour l'Etat, via la mise en place d'une franchise annuelle de 30 euros. Une franchise aussitôt supprimée une fois le PS au pouvoir, il y a deux ans.

La Cour des comptes s'inquiète du dérapage budgétaire de l'aide médicale d'Etat

Quoi qu'il en soit, Marisol Touraine, ministre de la Santé, devra se justifier de tels montants mardi 3 juin, devant la commission des Finances du Sénat. A noter que ces dérives budgétaires avaient déjà été pointées du doigt la semaine dernière par la Cour des comptes, dans son rapport sur le budget de l'Etat 2013, où elle s'inquiétait d'une "insoutenabilité budgétaire" au sujet de l'AME.